

Schweizer Koordination Gerechter Welthandel Coordination Suisse-OMC

Comité : Communauté de travail Swissaid/ Action de Carême/ Pain pour le prochain/ Helvetas/
Caritas/ Eper, Déclaration de Berne, Pro Natura, Union suisse des paysans,
Union syndicale suisse, Uniterre

Conférence de presse du 26 août 2003
OMC/Cancún : Syndicats, paysans et ONG présentent leurs revendications

Cycle de Doha : néo-libéralisme et développement durable ne sont pas compatibles

**Bastienne Joerchel, coordinatrice de politique de développement, Communauté de travail
Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas, Eper**

L'OMC est-elle capable de formuler des règles commerciales plus équitables et durables? La logique du libre-échange « à tout prix » est-elle compatible avec une politique commerciale qui met le développement durable au centre de ses préoccupations ? C'est en tous les cas ce qu'ont voulu faire croire les pays industrialisés à Doha, en novembre 2001, en parvenant à imposer le lancement de négociations commerciales multilatérales sensées mettre – je cite - « les besoins et les intérêts des pays en développement au centre du Programme de travail ». A deux semaines de la prochaine Conférence ministérielle, qui se déroulera à Cancun du 10 au 14 septembre prochain, l'heure d'un premier bilan a sonné. Il est plutôt sombre. Les négociations sont bloquées dans presque tous les domaines et « l'esprit de Doha » a disparu.

Les pays en développement constatent en effet qu'ils sont doublement perdants. Premièrement, et malgré leurs promesses, les pays industrialisés refusent d'entrer en matière sur la plupart de leurs propositions sur les questions de mise en œuvre des accords existants, de traitement spécial et différencié et d'accès aux médicaments essentiels. Deuxièmement, dans les autres domaines, la problématique du développement, qui aurait dû se trouver au centre des préoccupations, est reléguée au second plan.

Les négociations agricoles en particulier sont marquées par le conflit récurrent entre les grands exportateurs de produits agricoles et l'Union européenne, qui défend comme la Suisse la multifonctionnalité de l'agriculture. Les demandes pressantes de nombreux pays en développement pour pouvoir protéger leurs marchés des produits bradés en dessous des coûts de production par les pays industrialisés – le plus souvent à coup d'importantes subventions aux exportations - ne trouvent que peu d'écho.

Dans le domaine des services, les pays industrialisés exercent de fortes pressions pour que les pays pauvres libéralisent les marchés à haute valeur ajoutée comme les services financiers, les télécommunications, le tourisme ou encore l'énergie. Des domaines dans lesquels les pays en développement ont peu de capacités concurrentielles. Les services publics, en particulier le secteur de l'eau, ne sont pas épargnés. On peut souligner ici que la Suisse répondant à la pression de la société civile, n'a pas adressé de demandes de libéralisation aux pays les moins avancés et s'est abstenue sur les services publics.

Pour les produits non agricoles, les pays en développement s'opposent les nouvelles baisses tarifaires réclamées par les pays industrialisés. Les droits de douane dans l'industrie et la manufacture représentent en effet une part importante de leurs revenus (jusqu'à 30% du revenu total pour certains pays d'Afrique) et constituent de ce fait un instrument essentiel de politique économique. Dans ce domaine, la Suisse défend une position très agressive en faveur des baisses tarifaires.

Cette succession de revers démontre l'incapacité de l'OMC de formuler des règles commerciales plus équitables. Il est évident que l'on est aujourd'hui face à des contradictions fondamentales dont on ne sortira que par une remise en question complète de la logique dominante du « libre-échange à tout prix ». Les priorités sont aujourd'hui mal définies : plutôt que de voir comment le

Coordination Suisse - OMC

commerce peut contribuer au développement humain et donc à la lutte contre la pauvreté, toute l'attention est focalisée sur le volume des échanges et la libéralisation permanente.

Or, ce qui est prioritaire aujourd'hui pour les pays pauvres n'est pas l'ouverture des marchés mais la possibilité de mettre en place des politiques adaptées à leurs besoins en matière de développement économique et social. C'est la raison pour laquelle la plupart des pays en développement s'opposent au lancement de négociations sur les investissements. Ils craignent qu'un accord à l'OMC donnera tous les droits aux investisseurs en enlevant aux gouvernements leur capacité de régulation (conférence de presse du 12 août 2003).

Ce qui est en cause, ce n'est pas le commerce en tant que tel, mais la rapidité à laquelle les marchés des pays pauvres sont soumis à la concurrence étrangère et les priorités fixées en matière de promotion des exportations. Ce sont aussi l'injustice et l'hypocrisie avec lesquels le système commercial mondial est régulé. Alors que l'on demande aux pays en développement d'ouvrir leurs frontières au nom du libre-échange, les pays industrialisés continuent de protéger leurs marchés par des tarifs injustes (progressifs ou pics tarifaires) dans les secteurs sensibles comme les textiles, ou d'allouer des montagnes de subventions à leur agriculture (rappelons que quelques mois seulement après Doha, les USA ont augmenté de plusieurs millions de dollars leurs subventions agricoles). Les subventions aux exportations en particulier faussent les règles du jeu de manière scandaleuse, provoquant l'effondrement des prix agricoles sur le marché mondial. Mais les pays en développement commencent à se réveiller, comme le montre la soumission déposée récemment par quatre pays d'Afrique de l'Ouest demandant l'élimination des subventions sur le coton.

A tout point de vue, le « cycle du développement » n'en est pas un et il y a peu de chance pour que la rencontre ministérielle de septembre y change quelque chose. A moins que les pays industrialisés, y compris la Suisse, reconnaissent que la logique du libre-échange « à tout prix » n'est pas compatible avec une politique commerciale mondiale qui met la lutte contre la pauvreté au centre de ses priorités. Jusqu'à aujourd'hui, les pays industrialisés ont plutôt tenté de relativiser un éventuel échec en minimalisant l'importance de la conférence de Cancun et en la faisant passer pour une simple étape dans le « cycle de Doha ». Pourtant, cette étape est cruciale puisqu'elle servira à confirmer les orientations prises dans les négociations qui doivent s'achever au 1^{er} janvier 2005 et, peut-être même, à lancer de nouvelles négociations sur les investissements, si les pays industrialisés parviennent une fois de plus à imposer leur volonté à la grande majorité des pays membres de l'OMC.

A la veille de l'approbation du mandat de négociations du seco par le Conseil fédéral, la Coordination CH-OMC demande au Conseil fédéral de :

- Agir dans le cadre des négociations pour donner du corps au « cycle du développement », c'est-à-dire d'aller à la rencontre des revendications des pays en développement et de trouver une solution rapide dans la révision du traitement spécial et différencié, de la mise en œuvre des accords de l'OMC et de l'accès aux médicaments;
- Approuver la réintroduction de tarifs sur les produits agricoles par les pays en développement pour des raisons de sécurité et de souveraineté alimentaires ;
- Ne pas pousser les pays en développement à libéraliser leurs services dans des domaines sensibles et relevant du « service public » ;
- Renoncer à faire pression sur les pays en développement pour qu'ils abaissent encore davantage leurs droits de douane sur les produits industriels ;
- Renoncer à lancer de nouvelles négociations dans les domaines des investissements, de la concurrence et des marchés publics.

Pour plus d'informations :

Bastienne Joerchel, 021 612 00 95 ou 079 445 94 87

e-mail : bjjoerchel@swisscoalition.ch